



TRAJECTOIRE DE LA PRODUCTION DES IDÉES APRÈS LES INDÉPENDANCES EN AFRIQUE

RÉSUMÉ

Cette note a été rédigée à l'occasion d'un atelier méthodologique qui s'est tenu à Arusha, en Tanzanie, du 5 au 9 août, 2013 dans le cadre du projet de la recherche avancée sur la paix, la sécurité et la post-reconstruction dans la région des grands lacs africain par le CODESRIA. Le professeur Tukumbi Lumumba-Kasongo était un des animateurs de cette rencontre réunissant jeunes chercheurs africains et des aînés préoccupé par la transmission et la formation pour la relève. Le monde de la recherche et des idées devient très compétitif et les jeunes chercheurs africains sont loin d'être correctement équipé pour relever les défis à venir.

Professeur titulaire de science politique à Wells College ; Tukumbi Lumumba-Kasongo est professeur invité, au département planification urbaine et régionale de l'Université Cornell. Maître de conférences, Département de l'administration, Université de Suffolk, et examinateur externe, Département de science politique, Université du Ghana à Legon. Certains de ses livres sont les Relations entre le Japon et l'Afrique (New York : Palgrave-McMillan, 2010) ; Qui et quoi gouverne dans le monde des États ? : Une étude comparative des constitutions, la citoyenneté, la puissance, et de l'idéologie contemporaine Politique (Lanham, MD : University Press of America, 2005) ; La dynamique des relations économiques et politiques entre l'Afrique et puissances étrangères : études en relations internationales (Westport, CT : Praeger, 1999) ; Emergence du Multipartisme et de la démocratie dans le contexte mondial : le cas de l'Afrique (Westport, CT : Praeger, 1998) ; politique de cartographier l'Afrique : l'idéologie transnationale et la redéfinition de l'Afrique dans la politique mondiale (Lanham, MD : University Press of America, 1994), et les idéologies nationalistes, leurs implications politiques et la lutte pour la démocratie dans la politique africaine (New York : Edwin Mellen Press, 1991). Il a reçu plusieurs prix et bourses universitaires. Il est l'éditeur de la revue d'études africaines et asiatiques et co-rédacteur en chef de la Revue africaine des affaires internationales, il est également membre de plusieurs comités de rédaction de revues de sciences sociales.

MOTS-CLEFS

Intellectuels africains, relations internationales, Indice Mo Ibrahim, Penser l'Afrique, Déclaration d'Arusha.

ORIGINES DES IDÉES MISES EN ŒUVRE SUR LE CONTINENT AFRICAÏN APRÈS LES INDÉPENDANCES ?

Depuis les indépendances nous avons eu beaucoup de changements en Afrique :

– D'abord il y a eu la création un peu partout de plusieurs universités nationales dans le but de produire de nouvelles idées pouvant nous mener au changement.

Je viens de la République Démocratique du Congo où le nombre de diplômés universitaires n'excédait pas une dizaine lors de l'indépendance en 1960. Le gouvernement congolais a investi des sommes considérables pour combler les besoins en ressources humaines. Malheureusement, l'indépendance des universités et des instituts supérieurs n'était pas effective car le gouvernement voulait garder une main mise sur ceux-ci et sur la production de leurs idées.

Dans les années 1970 on a commencé à voir des moments de crise dans des universités qui se retrouvaient parfois fermées notamment en République Démocratique du Congo alors Zaïre. Les universités étaient la seule opposition à un certain moment car de celles-ci sortaient de nouvelles idées que le gouvernement voulait contrôler ou étouffer.

– Le deuxième problème est celui de la structure des universités qui n'a pas beaucoup changé. Le Congo a gardé la structure léguée par les belges et les anglais (anglo-saxons, particulièrement les américains sans produire de nouvelles idées structurelles mais en s'accommodant. En termes d'originalité on n'a pas produit beaucoup d'idées, la manière de penser est restée la même ce qui a contribué à la crise que connaît l'Afrique encore appelée en anglais «received knowledge». Tout a été fondé sur la connaissance reçue et non sur l'histoire de l'Afrique, une histoire critique du système monde ce qui a en quelque sorte conduit à l'arrêt de la décolonisation dans ce domaine, l'une des plus grandes crises de l'Afrique.

Saïd Abass Ahamed : Avant les indépendances il n'y avait pas d'universités, toutefois une pensée critique de la décolonisation existait. Devenu maîtres de nous-mêmes, les partis uniques ont absorbé toute pensée libre et se sont accaparés du pouvoir et du savoir ?

Tukumbi Lumumba-Kasongo : C'est cela, car les États voulaient contrôler non seulement les idées mais aussi la jeunesse en surveillant les structures d'État.

Prenons le cas du Congo Kinshasa où on a nationalisé les universités, le but était de contrôler les idées car comme nous le savons une personne qui contrôle vos idées vous contrôle. Cette politique a posé un problème car les universités ne pouvaient pas progresser sans un espace politique et économique libres. L'université est fondée sur la pensée pour progresser dans un contexte libre, son rôle est de soutenir et de produire des idées universelles ce qui est impossible sans liberté. De plus, selon nos gouvernements, les universités devraient produire uniquement des techniciens et non des penseurs or, les idées universitaires sont des fardeaux critiques c'est-à-dire qu'elles incitent à avoir un esprit critique, un esprit de questionnement permanent. La fermeture et le contrôle des universités par les partis uniques avaient donc considérablement affaibli le fonctionnement de ces universités.

S. A. A. : Peut-on dire que les idées de développement et de progrès telles que mise en œuvre en Afrique, proviennent de la banque mondiale, du FMI et des institutions multilatérales.

T. L.-K : C'est une question très importante, parce que nous avons vu par exemple en Afrique les programmes d'ajustement structurel conçu crédits et imposés à partir de 1981 dans un premier temps ; puis en 1982. Ce fut le programme que la banque mondiale voulait tester dans trois pays : le Sénégal, le Kenya et la Côte d'Ivoire. Dans les années 1983- 1984 ces programmes se sont répandus presque partout. La Banque mondiale ne voulait pas qu'on continue avec l'extension des universités africaines, elle voulait qu'on limite le nombre de personnes qui pouvaient être admises aux études supérieures. et pensait qu'il n'était pas nécessaire de continuer à produire des penseurs. Alors même que l'existence d'une pensée critique est un préalable au développement.

Dans les années 1981-1982 on remarque une crise universitaire due à une réduction du nombre de professeurs aux universités et une réduction de la contribution de l'État au soutien des bibliothèques et des centres et Instituts de recherche. C'est le début de l'appauvrissement des universités. Il n'existe pas de développement social qui ne soit basé sur des idées critiques. Tout le monde se développe, la Corée du sud, les pays asiatiques dont le développement est également basé sur des idées critiques, car ils sont allés apprendre ailleurs et se sont appropriés ce qu'ils ont appris grâce à leur sens critique en évitant ainsi de tomber dans cette grande dépendance qui mine l'Afrique. En effet dans cette période des années 80 l'Afrique bénéficiait de l'appui d'assistants techniques

ou soi-disant experts venant de la Banque Mondiale et du FMI qui venaient en majorité de l'Europe et des États-Unis d'Amérique, des pays alliés. Ce programme d'assistance technique permettait le retour de l'argent prêté à l'Afrique vers l'occident participant ainsi à la poursuite de la dépendance. Pour moi, le progrès social ou le développement ne peut être créés que quand vous avez des connaissances critiques et ces connaissances ne peuvent exister que quand vous avez certaines infrastructures qui quand elles sont inexistantes affaiblissent tout le processus.

Les universités croulaient sur le fardeau ; on pouvait voir dans les amphithéâtres cinquante à soixante-dix étudiants debout faute de place assises, avec impossibilité de faire des recherches eux-mêmes attendant une connaissance venant des professeurs qu'ils se contentent de copier et de reproduire lors des examens car les professeurs n'ont pas le temps de faire des recherches pour les épreuves lors des examens. Ceci n'empêchait pas la Banque Mondiale et le FMI de continuer avec les assistances techniques.

S. A. A. : Vous avez participé au CODESRIA à un projet de recherche sur les impacts des Programmes d'Ajustement structurel. Les institutions promotrices de ces programmes ont refusé la discussion. Qu'elles ont été les résultats de cette recherche ?

T. L.-K : C'était un programme de recherche que nous avons jugé bon de mettre en place au lieu de toujours voir les réactions des autres sur le programme de la Banque Mondiale et FMI. Nous avons pensé qu'il était nécessaire de voir les parties et dimensions de ce programme à travers les études concrètes. Ainsi donc dans les années 1990 le CODESRIA avait organisé et recruté des professeurs et chercheurs africains qui s'intéressaient à ce domaine. Nous avons fait un travail collectif, et produit deux ateliers et un livre. Notre objectif était d'évaluer ce que la Banque Mondiale et le FMI faisaient en Afrique, parce qu'on ne comprenait pas que les conditions des Africains devenaient de plus en plus difficiles pendant que la Banque Mondiale disait que l'Afrique n'avait pas pleinement adopté ces programmes, raison pour laquelle il y avait des problèmes. Les budgets étaient déficitaires, mais on a vu que plus les programmes continuaient en Afrique, plus les conditions africaines devenaient de difficiles et socialement insupportables. Nous avons fait ce qu'il fallait. Il fallait évaluer ce programme à travers des recherches concrètes. Nous avons pensé qu'il était mieux d'avoir un dialogue avec les instituts de recherche de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International. Mais ils ne se sont intéressés

ni à comprendre ni à partager leurs données avec nous, ni même à nous rejoindre parce qu'ils pensaient qu'ils avaient des données plus appropriées que les nôtres. En critiquant les programmes de la Banque Mondiale, nous avons aussi créé de nouvelles bases de données dans le processus de penser autrement l'Afrique. Selon ce que j'ai pu comprendre ces institutions n'ont pas adhéré au fait que nous voulions partager non seulement les connaissances mais aussi les données. Elles ont eu du mal à accepter le fait que nous les Africains étions en train de créer notre propre réseau et surtout un programme à travers lequel nous critiquions leurs approches ainsi que les résultats de leurs travaux.

Il était donc pour nous inutile d'approcher ces institutions car nos données avaient pour vocation d'être utilisées par les autres pays africains via leurs universités qui pouvaient ainsi s'en inspirer. Je ne sais pas si le livre produit par le CODESRIA a été distribué dans les universités car c'est aussi la mission du CODESRIA de distribuer les résultats de ses travaux dans les universités africaines. Donc au final notre but était de régler ce problème d'approche ou de méthodologie et aussi de créer des données que nous pensions appropriées parce que basées sur des recherches concrètes.

S. A. A. : Comment expliquer la déconnection entre le savoir produit sur le continent et les politiques public souvent d'inspiration externe ?

T. L.-K : C'est une question qui est très complexe, parce que les pouvoirs publics africains ne sont pas basés sur les connaissances africaines réelles et vérifiables. Les connaissances locales, régionales sont importantes dans la mesure où elles devraient aussi critiquer les pouvoirs publics. Elles devraient également être utilisées comme la base des formations politiques. Mais les États africains sont fragiles et faibles donc instables. Ils ne comprennent pas encore le rôle de la connaissance dans le développement. J'ai eu la chance de participer à des réunions organisées par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International dans lesquelles ces institutions mettent en avant le fait de ne pas imposer leurs programmes mais de faire des suggestions qui en réalité deviennent de facto des recommandations. Les États faibles africains, politiquement et économiquement en faillite n'ont aucune direction et ne comprennent pas le rôle de la science et de la connaissance dans le développement. Ils ont peur de l'élite intellectuelle africaine car pour eux l'université n'est là que pour critiquer. La connaissance de la politique par les élites viendrait soutenir leurs projets contraires aux intérêts du peuple. Nous l'élite intellectuelle africaine devons-nous rendre compte de notre

enracinement dans l'Afrique profonde dans le sens où nous, pour la plupart, sommes issus des parents paysans que nous représentons lorsque nous sommes en ville.

Je me rappelle dans les années 1960 quand on était à l'école secondaire, ces parents d'origine paysanne étaient très heureux parce qu'ils étaient en train de produire l'élite qui allait les sauver. En termes de responsabilité nous regardons aussi vers l'intérieur or, l'État africain regarde vers l'extérieur donc il y a confusion au sens de la direction où la société devrait aller.

Pour l'État, son développement vient de l'extérieur, les ressources financières viendront de l'extérieur pour soutenir les programmes, le développement moderne viendra de l'extérieur, il y a là un problème réel en Afrique. Nous avons essayé depuis plusieurs années d'avoir des relations avec nos gouvernements en vain car ces gouvernements n'ont pas confiance en eux-mêmes. La connaissance elle-même c'est le pouvoir c'est ce qu'on dit en Anglais «*knowledg is power*», ils ne veulent pas avoir deux centres du pouvoir : le pouvoir politique qui est entre leur main et le pouvoir non politique scientifique, qu'il faut affaiblir davantage pour empêcher la possibilité que cette connaissance-là soit vraiment définie comme un pouvoir.

S. A. A. : Vous avez été invité au nom du CODESRIA à participer à une rencontre avec la fondation Mo Ibrahim, concernant la mise en place des index sur la gouvernance en Afrique, pourquoi ces indices sont problématiques ?

T. L.-K : J'avais été sollicité par le CODESRIA pour le représenter et discuter avec l'équipe de Mo Ibrahim sur ces indices de la gouvernance en Afrique et surtout sur les bases historiques. Mon approche était de demander que la fondation clarifie les bases scientifiques de ces indices. Cette dernière nous a expliqué comment les index étaient conçus. Pas seulement les formules de l'économétrie car il est entouré d'économistes faisant de l'économétrie, mais aussi l'économie du développement. Mon but était de leur demander de nous expliquer les origines historiques et sociales de cette fondation. Ce qui est clairement apparu est que ces indices sont basés sur le comportement et la structure de l'État. Or un État qui est périphérique pose un problème c'est-à-dire la nature de la représentativité de cet État et quel est le rôle de la société vis-à-vis de cet État? Cela représente le comportement, les structures de l'État et cela représente aussi les conventions internationales. En plus ces indices reflètent la mondialisation donc l'économie qui caractérise cette mondialisation. Nous avons un problème à terme car

malgré les origines de la Fondation Mo Ibrahim qui est aussi d'Afrique, nous pensons que ces indices ne reflètent pas du tout la réalité africaine profonde. Ils reflètent plus les États or les État africains ne présentent pas une Afrique assez forte. Il y a donc un problème car corriger les États ne veut pas dire qu'il y aura un impact direct et structurel avec l'Afrique. La fondation parle de la gouvernance et de la corruption qui sont des symptômes qu'on doit étudier mais comme j'insistais pendant l'atelier, nous devons distinguer les causes et les symptômes. Je pensais que Mo Ibrahim est un frère qui aime l'Afrique. Pourquoi ne pas s'y investir? Parce qu'il s'agit de créer une nouvelle élite politique. Pourquoi ne pas investir dans la jeunesse consciente? C'est-à-dire investir dans les écoles primaires, secondaires et les universités africaines au lieu d'investir dans la génération de l'élite qui n'a pas confiance en elle-même, est ce qu'on pourrait la réformer? La génération des présidents africains qui n'a pas confiance en elle-même est ce qu'on pourrait la reformer? Pour nous il est trop tard pour les former donc il faut créer une nouvelle génération consciente. Cela veut dire investir dans une nouvelle génération à partir d'en bas, on aura ainsi la chance de réussir au lieu de penser qu'il faut reformer l'élite politique maintenant c'est-à-dire les politiciens en vue d'établir la démocratie libérale. Ces démocraties libérales ont beaucoup de problèmes, d'abord elles sont coûteuses et la participation est très minime car c'est l'élite qui y participe. Les paysans n'ont jamais participé à ces démocraties. Elles sont aussi soutenues par des personnes qui ont de l'argent et les instituts internationaux. Nous pensons qu'une mesure des indices produite par Mo Ibrahim ne reflète pas l'Afrique comme telle. Je dirais qu'il fait un travail un peu partiel parce qu'il pense que transformer l'élite politique de cette génération aura un impact demain. Je pense que ça devrait être le contraire c'est-à-dire transformer la société pour donner une élite plus stable ayant une vision au lieu de commencer d'en haut avec l'État et le capitalisme.

S. A. A. : Comment penser l'Afrique à partir du continent et comment cette pensée peut-elle devenir audible par les décideurs ?

T. L.-K : Je pense que penser l'Afrique est le premier principe fondateur du développement chez nous c'est-à-dire en Afrique. Qu'est-ce que ça veut dire penser l'Afrique? Il y a plusieurs niveaux de réflexion. D'abord penser l'Afrique devrait faire partie du curriculum de ce que nous apprenons c'est-à-dire que cela fait aussi partie des choses que nous enseignons à nos enfants à partir de l'école primaire jusqu'à l'école

secondaire, donc penser l'Afrique c'est comprendre l'Afrique. Or on ne peut pas comprendre l'Afrique si on ne fait pas l'histoire de l'Afrique et on ne peut pas faire l'histoire de l'Afrique en adoptant les méthodes basées sur le principe de faire table rase. Il faut revoir de façon critique le curriculum sur l'Afrique dans les écoles et introduire l'Afrique pas seulement dans le curriculum mais aussi dans le système de gouvernance, l'introduire dans l'économie et dans le management. À tous ces niveaux on doit repenser l'Afrique. Nous ne parlons plus de l'Afrique qui doit se séparer absolument du monde mais ce que nous disons c'est que si l'Afrique est bien définie à partir de son histoire et de ses conditions objectives, cette Afrique peut faire plus de progrès car elle saura faire des choix, c'est cela la pensée africaine, on pourra faire le choix de connaître ses intérêts. Le problème est que beaucoup d'États africains ne connaissent pas leurs intérêts. Ce que nous voyons est que l'Afrique et ses intérêts sont instrumentalisés par d'autres, par le système capitaliste au niveau mondial. Repenser l'Afrique c'est un processus aussi philosophique, il y a cette dimension imaginaire dans laquelle nous devons penser ce que nous voulons être et pas nécessairement ce que nous étions. Nous voulons que les Africains vivent longtemps, donc avoir des services médicaux et c'est ça aussi repenser l'Afrique. Ce n'est pas reproduire tout simplement les traditions mais penser à ce que nous voulons devenir. C'est là où les penseurs, et les universitaires devraient être en relation avec la société donc il est très important qu'on insiste que refaire l'Afrique c'est reconnaître aussi les contradictions africaines. Je dis toujours repenser l'Afrique c'est aussi identifier les contradictions africaines et puis savoir que ce n'est pas toutes les contradictions primaires et secondaires qui peuvent amener au progrès. Il y a des contradictions qu'on doit laisser c'est-à-dire que c'est en repensant l'Afrique qu'on aura la possibilité de faire le choix.

S. A. A. : Nous sommes à Arusha en Tanzanie chez le grand « Mwalimu » Julius Nyerere. Nous avons visité la place où Julius Nyerere a fait la déclaration d'Arusha. Quelle est la place de cette déclaration dans l'histoire africaine et quel rôle a joué Julius Nyerere dans l'idée de penser l'Afrique ?

T. L.-K : Julius Nyerere faisait partie de la première génération de leaders africains et qui a pensé que pour se développer il faut d'abord compter sur soi-même. Mais au début l'une des erreurs que ces leaders avaient faites était de penser qu'il fallait maintenir l'Afrique coloniale en termes de politique et de dimension frontière c'est-à-dire qu'ils ont décidé de

maintenir les frontières physiques tracées par les colonialistes européens. Le deuxième point c'est qu'en plus de maintenir les frontières coloniales certains ont pensé que l'indépendance économique devait venir graduellement c'est-à-dire qu'ils ont séparé l'indépendance économique et politique. Sur cette base ils ont créé l'Organisation de l'unité africaine, qui était en fait une défaite du projet de Kwamé Nkrumah, qui avait posé le problème de l'unification des gouvernements, avait essayé ce gouvernement fédéral africain ; mais Mwalimu et les autres, les Kaunda, ont décidé d'aller graduellement et de maintenir les frontières. En 1967 ce que nous tentions de voir c'est que Mwalimu voulait se corriger, et qu'est-ce qu'il fait, il a pensé que pour se corriger il faut créer des principes politiques et aussi économiques parce que la déclaration d'Arusha ne reflétait pas tout simplement les principes économiques c'est-à-dire compter sur soi-même, et l'autosuffisance. La déclaration d'Arusha avait clarifié les autres systèmes de centralisation du pouvoir parce que ce processus d'Arusha articulait la décentralisation, donc pour poursuivre l'autosuffisance et compter sur soi-même il fallait décentraliser le pouvoir. Quand on décentralise, les communautés deviennent responsables d'elles-mêmes. Mwalimu était en train de se corriger et d'avancer dans le processus de la seconde phase de la décolonisation. Pour lui on ne pouvait pas se décoloniser si on dépendait des autres. Le principe était soutenu par certains des membres de l'unité africaine mais beaucoup de membres de cette élite n'avaient pas soutenu ces idées. Sans doute parce que cela se passait pendant la période de la guerre froide où le monde était divisé par le groupe d'Union soviétique (avec le Marxisme-Léninisme) et le groupe de l'Amérique du capitalisme libéral. Donc le choix de beaucoup était clair. Si vous étiez avec les communistes l'Amérique et ses groupes d'intérêts allaient disparaître de votre ville ou de votre État. C'était à la fois très difficile parce que la déclaration d'Arusha allait avec un troisième pouvoir c'est-à-dire un troisième modèle de développement. Heureusement en ce moment-là il y avait le modèle chinois qui n'était pas très distant du modèle de Nyerere, donc il avait beaucoup inspiré les gens qui avaient fait bloc avec pour possibilité de créer une nouvelle option pour le développement. J'ai eu la chance d'étudier certaines dimensions d'Arusha pendant dix ans c'est-à-dire de 1967 à 1977 et ce que j'avais trouvé d'Arusha est qu'il avait fait beaucoup de progrès dans le secteur de l'éducation avec le principe que nous devons courir vers le progrès au lieu de marcher parce que nous sommes en retard. Arusha avait aidé à cette nouvelle course. Il y avait des écoles dans les villages soutenues par

les villageois donc le nombre d'écoles et le nombre d'enfants avaient vraiment augmenté pendant Arusha. En plus de cela, il avait créé aussi une forte base de la vie africaine donc là aussi un des succès de Mwalimu, où l'école est une consolidation de la culture africaine. Dans d'autres domaines étant donné le contexte de la guerre froide, le socialisme africain ne représentait pas en lui-même une sorte de peur pour les étrangers et particulièrement les Européens et américains. En fait pour les Européens le problème était que ce type de socialisme soutenait aussi le non-alignement qui était accepté aux Nations unies. Ils avaient vu cela comme faisant partie d'une nouvelle idéologie selon laquelle pour se développer nous n'avions pas besoin d'être avec l'Est ou l'Ouest, nous pouvions aller avec la Chine parce que la Chine faisait partie du groupe des non-alignés. Je pense que cette troisième option posait aussi beaucoup de problèmes dans le sens où les pays non-alignés n'avaient pas prévu comment interpréter ou réagir face au capitalisme mondial. Ils ont pensé que l'idéologie politique suffisait, Arusha après 10 ans, 15 ans on a trouvé qu'il y avait des problèmes parce que ces villages ne produisaient pas de travail, donc la jeunesse qui terminait l'université à Dar Es Salaam revenait au village. L'effort idéologique insuffisant fourni n'avait pas des relations avec les réalités économiques c'est-à-dire qu'il n'y avait pas un modèle économique

dans la déclaration d'Arusha ou bien le modèle était encore très faible, car il y avait aussi la résistance des paysans. Les paysans riches ne voulaient pas donner leurs terres. Beaucoup d'éléments n'étaient pas clarifiés. Dans certaines traditions africaines par exemple il y a des gens qui sont propriétaires de l'eau, de la terre et des montagnes alors comment s'approprier cela? Je pense qu'il n'y avait pas suffisamment de dialogue parmi les gens qui soutenaient Arusha. Il faut bien noter qu'Arusha attirait beaucoup de personnes vers la Tanzanie. Mais les leaders Africains avaient copié cela sans clairement identifier la dimension économique. Et aussi longtemps que cette dimension ne sera pas clarifiée dans une économie mondiale il subsistera toujours des problèmes. Parce qu'aujourd'hui nous parlons d'une économie mondialisée où il est difficile de savoir qui produit quoi et si on a une option économique il faut connaître l'origine de la technologie, or Arusha, n'avait pas suffisamment beaucoup de soutiens de tous parce qu'on n'avait pas questionné d'une façon épistémologique et pratique son économie périphérique qui était aussi mondiale. Je pense que c'était ça une des faiblesses majeure d'Arusha mais, sinon au niveau de la culture il a bien consolidé la culture africaine cependant cette consolidation doit tenir compte de la dimension économique mondiale qui est souvent intransigeante aux exigences politiques internes.